

**ETUDE DE FAISABILITE
POUR LA MISE EN PLACE DE
MECANISMES DE COOPERATION
DECENTRALISEE au Région Oriental
Royaume de MAROC**



SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION	3
Termes de Référence	3
Objectifs.....	3
Méthodologie	4
L’Initiative ART et la Plateforme GLOBAL WATER SOLIDARITY	6
Domaines de complémentarité	6
ETAT DES LIEUX- CONTEXTE	9
Le Région Oriental	9
Ressources et la demande en eau	11
Actions sur les axes de la Stratégie Nationale de l’Eau.....	13
Mécanismes de financement et de solidarite existants (Principe de Durabilite financiere)	15
RECOMMANDATIONS D’ETUDE	19
REFERENCES DOCUMENTAIRES	21

INTRODUCTION

Termes de Référence

Lors du Forum de Oujda organisé par le Global Water Solidarity (GWS) à Oujda en Octobre 2012, le Conseil Régional a manifesté son intention d'encourager la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. A cette fin une demande a été adressée par le Président du Conseil Régional à la plateforme internationale pour la promotion de coopération décentralisée sur l'eau et assainissement pour un appui conseil servant la mise en place d'une étude pour la mise en place de mécanismes de coopération décentralisé au Région Oriental.

Il est retenu que la solidarité décentralisée s'entend de mécanismes nationaux et internationaux visant à renforcer les capacités des collectivités locales pour la gestion politique, technique et financière des compétences qui leur sont conférées par la loi nationale. A travers les relations d'échanges et de partenariat qu'elle génère, la solidarité décentralisée apporte son concours au renforcement de la démocratie et à la mise à niveau des collectivités locales.

L'étude sera réalisée par Global Water Solidarity avec le soutien de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), son membre et fondateur de sa sous-plateforme Méditerranéenne gérée par Institut Méditerranéen de l'Eau. L'équipe de mise en œuvre sera constituée d'experts de l'OSS, du PNUD/GWS et du programme ART GOLD basé à Oujda. Le Conseil Régional de l'Oriental, la Wilaya de la Région de l'Oriental, l'Office National de l'Eau et de l'Electricité, etc. contribueront à faciliter les contacts entre l'équipe de mise en œuvre et les acteurs locaux.

Objectifs

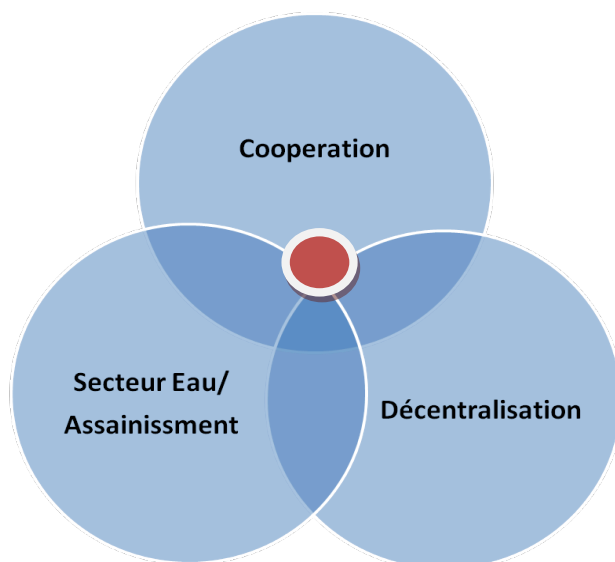
En premier lieu, on cherchera d'analyser les mécanismes solidaires, qui sont déjà existantes ou qu'on pourrait créer et développer dans la région. Ces mécanismes permettront de rendre le processus le plus harmonieux possible, tout en renforçant la coopération entre les pouvoirs locaux et nos partenaires du nord.

Deuxièmement, GWS travaillera pour favoriser un transfert des compétences, qui si bien harmonisé facilitera la coopération technique et l'échange des bonnes pratiques ; en outre, ça va nous permettre également de créer et de promouvoir davantage des possibilités pour les bailleurs des fonds bilatéraux.

En fin, ces deux objectifs faciliteront la mise en œuvre du but principal de l'étude, à savoir la création et la proposition de coopérations/projets effectives. Le vrai objectif final sera celui de pouvoir vendre les projets concrets dans la meilleure façon.

Méthodologie

- Analyse approfondie des besoins prioritaires en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la région par croisement avec les études réalisées, les principes de ART Initiative et GWS, les actions en cours ou programmées, des programmes et plans nationaux et ceux réalisés par les principaux acteurs locaux du secteur ;
- Négociation avec les autorités politiques locales et administrations chargées de l'eau et de l'assainissement en vue de leur implication effective dans les réalisations attendues ;
- Identification et évaluation financière de projets prêts à être exécutés et à être cofinancer par des partenaires bilatéraux ou décentralisés : identification du dimensionnement nécessaires et des plans d'exécution. Ces identifications et choix de projets prêts à être exécutés se feront en concertation avec l'autorité locale, les élus et les services techniques concernés ;
- Organisation des premières rencontres entre collectivités locales porteuses des pré-projets et quelques bailleurs potentiels.



Cet état des lieux des 3 secteurs dans leur convergence a été développé à partir d'indicateurs de faisabilité se conformant aux principes de labélisation des mécanismes de coopération décentralisée. Les principes de labélisation retenus ici sont issus d'une lecture combinée des principes d'efficacité de l'aide internationale et des principes des droits de l'homme guidant la mise en oeuvre du droit à l'eau potable et à l'assainissement.

Le tableau ci-dessous récapitule les indicateurs de faisabilité au regard des principes de labellisation de GWS.

1. Principe d'Universalité	- Priorisation des endroits les plus nécessiteuses	- Cartographie de l'accès à l'eau et l'assainissement par région
2. Principe de Subsidiarité	<ul style="list-style-type: none"> - Environnement normatif et institutionnel de la décentralisation dans le secteur de l'eau et de l'assainissement - Effectivité de la décentralisation- Capacité de gestion technique et financière des communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de décentralisation - Capacité de gestion des Communes
3. Principe d'Harmonisation de la Coopération	<ul style="list-style-type: none"> - Etat de la situation du secteur de la coopération dans son soutien : - à la décentralisation - (dans le) au secteur eau et assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Priorités des bailleurs et de leurs activités
4. Principe de Responsabilité Réciproque	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre normatif à la coopération décentralisée - Autorités de régulation pour la gestion de l'eau et de l'assainissement et de contrôle de la gestion des communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Effectivité du contrôle des autorités de régulation
5. Principe de Durabilité Financière	- Mécanismes de financement et de solidarité existants dans le secteur Eau/Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion des ressources propres de la commune par rapport aux aides extérieures - Mise en place d'une stratégie pour tendre vers le recouvrement des coûts

Le PNUD reconnaît et soutient le rôle stratégique de la Coopération Décentralisée (CD); pour cette raison, il a lancé l'Initiative ART (Articulation des Réseaux Thématiques de Développement Humain) en 2006, en tant que point d'entrée pour les acteurs de la CD qui souhaitent travailler ensemble pour soutenir les politiques nationales et locales de développement.

ART sous-entend la Coopération Décentralisée dans un sens large et inclusif, où les autorités locales, les organisations de la société civile (OSC), le secteur privé et le milieu universitaire travaillent avec leurs homologues, dans les pays partenaires, pour faire progresser le Développement Humain Durable (DHD). En fait, la CD s'est avérée être un moyen efficace pour faciliter l'échange d'informations techniques, de l'innovation technologique et managériale; elle est une ressource avec une grande potentialité, qui souvent n'est pas encore totalement évaluée par la coopération internationale. Les initiatives de CD ont contribué à lancer, modifier ou renforcer les politiques publiques relevant de la compétence des autorités locales.

Le PNUD ART facilite un dialogue structuré entre les territoires et leurs communautés - du Sud vers le Sud et du Sud vers le Nord - comme un nouvel paradigme de la coopération basé sur des relations horizontales entre les partenaires, au lieu de l'approche traditionnelle donateur-bénéficiaire. Cette coopération innovante met en lien les communautés et les pays et leur permet de travailler ensemble pour apprendre les uns des autres ainsi qu'échanger et partager les expériences sur les questions d'intérêt commun, tels que la santé, l'éducation, l'emploi des jeunes, les droits des citoyens, l'environnement et la migration. Actuellement, plus de 600 partenaires de la CD du Nord et 1000 partenaires de la CD du Sud - y compris les autorités régionales et locales, les associations, les universités, les ONG, les fondations et le secteur privé - travaillent d'une manière coordonnée et complémentaire à travers ART.

Canalisées par l'intermédiaire de mécanismes de CD, les compétences techniques et le leadership des partenaires décentralisés se sont révélés être un outil important dans la réalisation de l'un des OMD, à savoir celui pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement. Pour honorer son engagement à soutenir la coopération décentralisée à travers l'Initiative ART, le PNUD a établi, en coopération avec plusieurs autorités locales et fournisseurs d'eau, une plate-forme thématique dédiée à l'eau et à l'assainissement à la fin de l'année 2011: la plateforme internationale Global Water Solidarity.

Global Water Solidarity vise à devenir *une plateforme institutionnelle pour la gestion de l'eau au niveau local*. Dans la première phase, il effectue des études de faisabilité selon la demande des différents acteurs au niveau local impliqués ou intéressés à s'engager dans la coopération décentralisée solidaire. Bien que ces études techniques aillent enrichir les connaissances déjà existantes au niveau local, la valeur ajoutée de GWS sera dans la normalisation des mécanismes de solidarité et dans le contrôle que ces propositions de cadres techniques sur l'eau et l'assainissement soient correctement intégrées dans une réponse cohérente de développement humain durable.

Gestion et échange des connaissances

GWS systématise et s'appuie sur les solutions existantes et les meilleures pratiques, et facilite une participation plus effective des acteurs locaux dans la planification, l'exécution et le suivi de la gestion de l'eau et de l'assainissement au niveau local et national. A cet égard, GWS consolide les connaissances et les expériences accumulées au fil des années, afin de faciliter la coopération technique et l'échange des bonnes pratiques et du savoir-faire entre les acteurs au niveau local. Il contribue ainsi à une plus grande appropriation et à une responsabilisation des acteurs qui travaillent pour le développement, qui à leur tour vont assurer une plus grande transparence dans les processus de développement. Tous ces services créent une communauté de la coopération internationale décentralisée en matière d'eau et d'assainissement, comme présentée par les diverses études qui proposent des solutions innovantes au niveau local, national et international. En outre, en tant que multiplicateur de la connaissance au niveau local-local et de l'expérience, Sud-Sud ou triangulaire, GWS a pour objectif de renforcer les prestations du PNUD dans son offre de services sur mesure, pour répondre aux différentes exigences nationales et locales en matière d'eau et d'assainissement.

L'harmonisation des interventions des partenaires

En outre, GWS développe des cartes régionales des compétences techniques et des capacités de gouvernance/des installations de ses partenaires donateurs, favorisant ainsi des actions de solidarité plus alignées des acteurs du Nord, en contribuant à améliorer la gestion territoriale de l'eau et de l'assainissement dans le Sud. Ces interventions harmonisées de GWS sont acheminées à l'appui de plans territoriaux intégrés, qui réduisent la fragmentation et le chevauchement entre les divers programmes pour l'eau et l'assainissement et accroissent l'impact et la durabilité des efforts en faveur du développement humain durable. Les partenariats techniques solidaires se traduisent dans des actions communes et alignées, créant ainsi un environnement plus attractif pour la coopération financière, que ce soit de la part de donateurs traditionnels ou de réseaux solidaires. Le transfert bien harmonisé des compétences techniques, en matière de CD, permettra également de créer et de promouvoir davantage des possibilités pour les collectivités locales, les gouvernements nationaux, les agences spécialisées publiques, les institutions privées et les organisations de la société civile du secteur de l'eau et de l'assainissement. GWS a pour objectif de relier les intérêts communs de chacun de ces acteurs au cadre multilatéral, en cherchant la complémentarité des intérêts du territoire et des ressources et, dans une certaine mesure, l'internationalisation du territoire.

Grâce à ces capacités, GWS soutient la création de partenariats novateurs avec des institutions influentes. Ceci aidera à son tour le PNUD à intensifier ses activités en matière d'eau et d'assainissement et de maximiser leur impact au niveau des pays, et à améliorer les connaissances et les modules de formation pour les partenaires des pays en voie de développement. De même, il renforcera son impact dans l'influence des décisions politiques.

Pour répondre à tous ces objectifs, GWS peut bénéficier des instruments bien établis et testés par ART, tels que les Groupes Territoriaux de Travail, le Comité de

Coordination Nationale, les Principes de Coopération Internationale et de Planification Locale, le renforcement de l'impact de la coopération solidaire décentralisée et la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur les principes d'efficacité de l'aide, en se concentrant plus sur les processus plutôt que sur des projets spécifiques. En utilisant l'approche et la méthodologie d'ART, GWS peut contribuer à fournir des réponses plus participatives aux responsables techniques, politiques ou financières qui pourraient entraver la fourniture de services d'eau et d'assainissement de manière accessible, abordable et durable. En ayant une approche équilibrée entre les agences et fondée sur les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes, il aidera à donner une réponse plus systématique à l'engagement international en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La complémentarité entre GWS et ART est en effet mutuellement bénéfique et enrichissante, le premier en s'appuyant sur l'expertise de ses membres et le deuxième en permettant l'articulation de la coopération décentralisée dans les programmes-cadres d'ART. La facilitation des mécanismes de solidarité sera opérationnelle et acheminée à travers les lignes directrices du programme-cadre d'ART pour la coopération internationale. Ces lignes directrices représentent les besoins des territoires et leur demande stratégique pour diriger et orienter les interventions des acteurs de la coopération internationale au niveau local, en offrant un support aux plans de développement municipaux et régionaux. Leur mise en œuvre permettra donc d'assurer que les activités liées à l'eau, proposés et animés par les études de faisabilité de GWS, seront correctement intégrées dans d'autres domaines thématiques importants dans les plans de développement tels que la gouvernance, le genre, etc. À cet égard, GWS va canaliser les compétences techniques ainsi que mobiliser les ressources financières par le biais du réseau des partenaires d'ART à l'appui du Nord-Sud, Sud-Sud et la coopération triangulaire.

Les pays proposés pour piloter cette initiative commune entre GWS et ART sont le Gabon, le Maroc, le Nicaragua, le Salvador, le Sénégal et la Tunisie. Dans d'autres pays, où il n'y a pas de programmes ART en cours, GWS agira en tant que promoteur de l'approche et de la méthodologie ART en l'adoptant comme une partie intégrante de ses études de faisabilité, par conséquent, ouvrant la voie à son introduction en douceur dans les nouveaux territoires.

ETAT DES LIEUX- CONTEXTE

Le Région Oriental

La zone d'étude concerne les provinces suivantes : Nador, Driouch, Taourirt, Jerada, Figuig, Berkane, Boulemane et la préfecture d'Oujda Angad.

L'Oriental connaît une situation de stress hydrique structurel qui pèse très lourdement sur le potentiel de production agro-pastoral de l'ensemble de la Région, hypothèque sérieusement les possibilités d'alimentation en eau des habitants dans le rural ainsi que les capacités de production industrielle et de l'activité touristique. Le spectre de la raréfaction critique de la ressource hydrique est partout présent et invite, ou plutôt oblige, à accorder à cet élément vital, tout l'intérêt qu'il requiert, de crainte que la revanche ne soit trop amère.

Plus de la moitié de la population de la région est concentrée dans l'ancienne province de Nador et la préfecture d'Oujda Angad qui abriteraient 52% du total de la population de la région selon les projections de 2010. Par ailleurs, les différentes provinces ont connu entre les deux derniers recensements des taux d'accroissement démographiques divergents allant de -1.1% à Jerada à 1.4% à Taourirt.

Au niveau communal, l'évolution démographique est extrêmement nuancée, selon le contexte socio-économique local et les phénomènes migratoires qui le caractérisent. Les données des deux derniers recensements font apparaître des communes en pleine expansion, en cours de dépeuplement ou encore stagnantes ; le taux d'accroissement varie selon les communes de -4.7 pour Amejjau (Driouch) à +9 au niveau d'Isly (Oujda).

Région	Province /Préfecture	Nombre de Cercle	Nombre de Commune
Oriental	Nador	2	19
	Driouch	2	21
	Oujda-Angad	2	8
	Taourirt	3	11
	Berkane	2	10
	Jerada	2	11
	Figuig	2	6
Fès-Boulemane	Boulemane	Cercle de Missouri	3
		Cercle d'Outat El	5

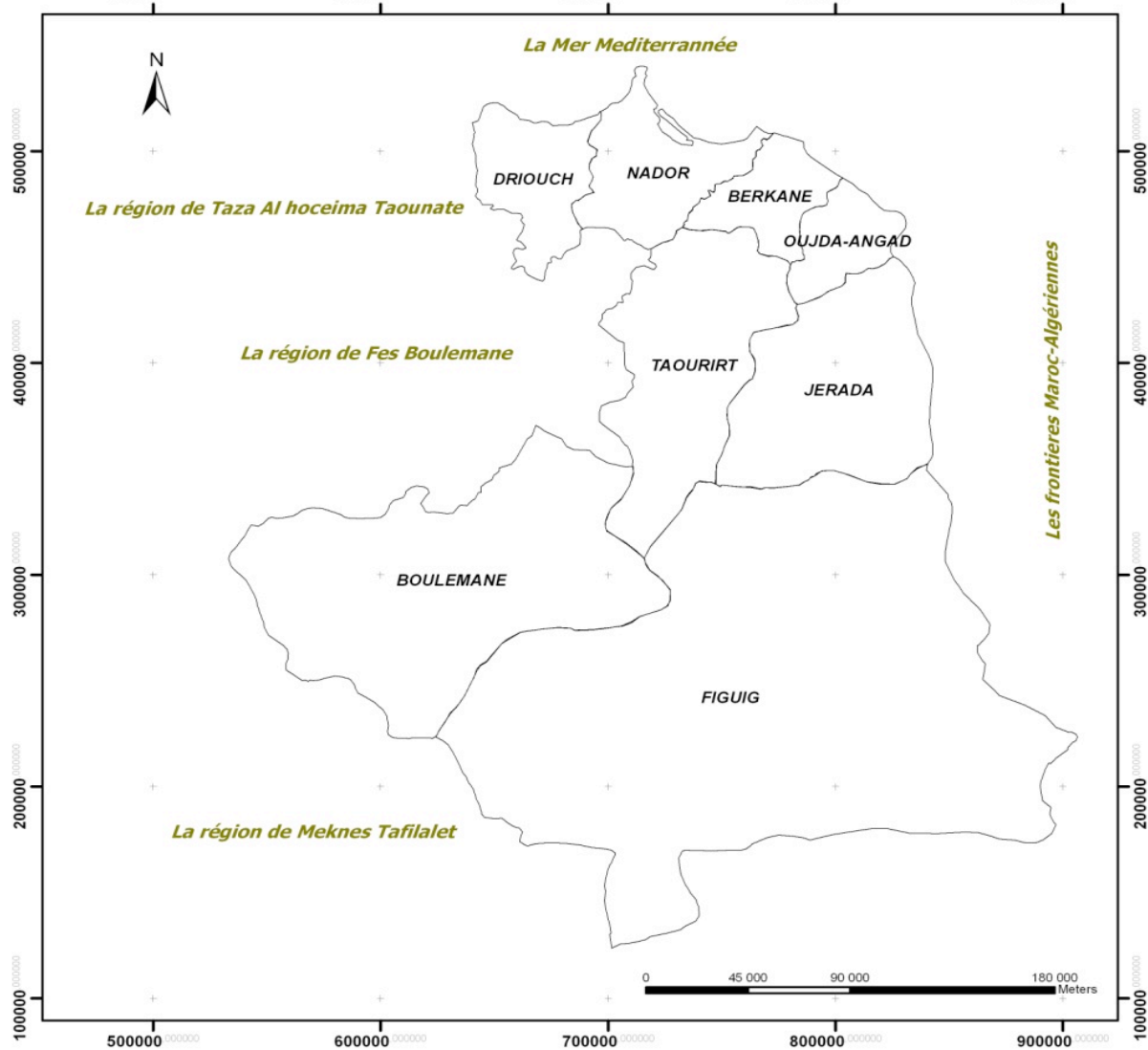



Agence du Bassin Hydraulique de la Moulouya
ABHM - Oujda

Marché n 15/2010/ABHM

Etude du Schema Directeur d'Assainissement Rural
de la Région de l'Oriental et des Cercles de Missour et Outat el Haj
(Province de Boulemane)

**CARTE DE DECOUPAGE ADMINISTRATIF
DE LA ZONE D'ETUDE**



L'économie de la zone du Région Oriental repose principalement sur l'agriculture, sauf dans les espaces à forte dominance urbaine (villes d'Oujda et Nador), où les activités industrielles et surtout tertiaires, l'emportent largement.

Bien que la superficie agricole utile soit importante, près de 56.000 Km², les 9/10^{ème} du territoire de l'Oriental sont incultivables pour des raisons d'aridité, d'irrégularité des pluies ou par manque d'eau pour l'irrigation. La majeure partie des terrains est utilisée comme lieu de pâturage pour le cheptel.

Le tissu industriel du bassin de Moulouya est dans l'ensemble, peu dense et se caractérise par environ 200 unités industrielles, dont 80% se trouvent concentrées au niveau des provinces de Nador et d'Oujda. Les secteurs les plus représentatifs de l'activité industrielle au niveau du bassin de Moulouya correspondent à l'agroalimentaire et la métallurgie qui représentent 77% de la production industrielle. Le secteur industriel connaîtra une mutation grâce au projet Med Est qui englobe : la zone franche du port de Nador, le pôle industriel de Selouane, Le pôle agro-industriel de Berkane et La technopole d'Oujda.

Malgré les multiples potentialités qu'offre la zone d'étude, l'activité touristique est très peu développée. En effet, en plus du potentiel balnéaire au nord de la zone d'étude, le sud de la zone présente une grande diversité du paysage représentée par les montagnes, le désert, les steppes, les oasis ainsi que les diverses composantes du patrimoine historique et culturel de la région.

La Région de l'Oriental a connu, après le Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI du 18 mars 2003, le lancement de l'Initiative Royale du développement de la Région de l'Oriental, et ce à travers la mobilisation de plusieurs investissements et programmes axés sur les secteurs suivants :

- Autoroute Fès-Oujda ;
- Rocade méditerranéenne Tanger-Saidia ;
- Voie ferroviaire Nador-taourirt Km ;
- Projet touristique Marchica à Nador ;
- Station touristique Saidia ;
- Station thermo solaire d'Ain Béni Mathar.

Ressources et la demande en eau

Compte tenu de la diversité du relief, l'Oriental est largement compartimentée en sous bassins versants drainés par de nombreux cours d'eau. Du point de vue hydrologique, la région peut être subdivisée en quatre unités principales : Le bassin de la Moulouya et ses affluents, les oueds Isly et Kiss, la zone côtière méditerranéenne composée des oueds Kert, Boudinar, Bouareg et Amekrane, à l'ouest de la Moulouya et les bassins de la région Bouarfa-Figuig. La qualité actuelle des cours d'eau a été évaluée grâce aux mesures de suivi du réseau existant. Il ressort des résultats obtenus que la qualité organique et bactériologique des eaux de surface du bassin de la Moulouya est bonne au niveau de 60% des stations d'échantillonnage (oxygène dissous > 6mg/l, DBO5 <5 mg/l, NH4+ <0,5 mg/l

et coliformes fécaux < 2000 germes/100 ml). La qualité physico-chimique et bactériologique dégradée est enregistrée au niveau de 30% des stations échantillonnées et sont localisées essentiellement en aval immédiat des rejets de la ville d'Oujda et le centre de Zeghanghane. La qualité minéralogique des eaux du bassin de la Moulouya est généralement bonne, à l'exception des zones situées en aval des oueds Isly et Selouane.

Le potentiel des ressources en eau souterraines au niveau du bassin est évalué à 460 Mm³ dont 350 Mm³ sont exploitables. L'exploitation des eaux souterraines s'est traduite par une baisse critique du niveau des nappes de Jbel Hamra (3m/an) et d'Angad à Oujda, du Couloir Taourirt–Oujda et dans la Haute et la Moyenne Moulouya. Les ressources en eau dans le région s'élèvent donc à 1650 Mm³/an, dont 21% proviennent des eaux souterraines. La répartition de cette ressource par bassin se présente comme suit :

Bassin	Moulouya	Kert	Isly	Zousfana	Total
Apports moyens Mm ³ /an	1046	49.9	23.4	21.5	1140.8
Prélèvement amont Mm ³ /an	78	62	19	0	159
Potentiel eau souterraine Mm ³ /an	339.4	11.8	87.3	22.7	461.2
Volume eau souterraine exploitable Mm ³ /an	233	23	77	17	350
Total	1357	134.9	98.4	38.5	1649

Les eaux souterraines du bassin de la Moulouya sont généralement de qualité moyenne à mauvaise en raison de leur salinité et des teneurs en nitrates relativement élevées.

La population de l'Oriental a été évaluée à environ 2.5 millions d'habitants (RGPH 2004), dont 54% est urbaine. Les projections montrent que la population atteindra 2.9 millions en 2020 et 3.2 millions en 2030.

PROJECTION DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Année	2004	2010	2020	2030
Population urbaine (x1000 hab)	1 338	1 519	1 741	1 968
Population rurale (x1000 hab)	1 150	1 127	1 178	1 227
Total	2 488	2 646	2 919	3 195

Le tableau suivant résume la demande AEPI actuelle et future faisant apparaître une augmentation d'environ 86 Mm³ entre 2010 et 2030.

EVOLUTION DE LA DEMANDE EN EAU AEPI GLOBALE (Mm³/AN)

Désignation	2004	2010	2015	2020	2025	2030
Demande urbaine	65,5	79,4	80,9	82,3	84,9	87,5
Demande rurale	8,0	15,0	18,8	23,3	28,3	40,2
Demande Cheptel	11,6	12,2	12,7	13,3	14,0	14,6
Demande tourisme/industrie	5,8	21,2	31,4	33,7	33,7	33,7
Total ABHM	90,9	127,8	143,8	152,6	160,9	176,0

Actions sur les axes de la Stratégie Nationale de l'Eau

Plan Directeur d'Aménagement Intègre des Ressources en Eau du Bassin de la Moulouya (PDAIRE) propose les actions sur l'offre, sur la demande et les actions environnementales. Celles correspondent aux axes de la Stratégie Nationale de l'Eau et en particulier aux suivantes :

- La gestion et le développement ;
- La gestion de la demande en eau et la valorisation de l'eau ;
- La préservation et la protection des ressources en eau, de milieu naturel et des zones fragiles.

Sur la croissance de l'offre les projets envisagés se concentrent autour des réalisations structurantes (des barrages), le dessalement de l'eau de mer, la réutilisation des eaux usées, la déminéralisation des eaux souterraines saumâtres, connaissance et recharge naturelle des nappes profondes, captage et exploitation des eaux pluviales.

Sur la demande les projets envisagés se concentrent autour d'économie de l'eau en agriculture en alimentation et en eau potable. En particulier, dans la majorité des centres urbains, l'efficacité de la distribution de l'AEPI est inférieure à 70 %. Un effort conséquent doit être fait. Concernant les rendements d'adduction, ils sont évalués, en moyenne, à 93 à 94 % pour les grandes villes et à 87% à 90 pour les villes moyennes. Les principales mesures pour améliorer l'efficacité technique de la distribution de l'eau sont : la réhabilitation – modernisation des réseaux de distribution. Les objectifs de rendements sont de 95% pour l'adduction et 80% pour la distribution. Un effort important devra être entrepris sur la ville d'Oujda où le rendement est aujourd'hui inférieur à 60%.

Enfin les actions environnementales comprennent dépollution domestique, industrielle et minière, gestion de déchets solide, la lutte contre la pollution agricole et accidentelle, préservation d'écosystèmes, lutte contre l'inondation et traitement des bassins versants.

La mise en œuvre de PDAIRE nécessitera un investissement global de **20,4**

Milliards de DH (environ 2.8 Milliard de US\$) réparti comme suit :

Axe	Type d'action	Coût (MDh)	Échéance des investissements				
			2010-2012	2013-2016	2017-2020	2021-2024	2025-2030
Actions sur l'offre	Réalisation des grands et moyens barrages	4485	560	735	400	2090	700
	Réalisation des petits barrages et lacs collinaires	500	56	114	110	110	110
	Mobilisation des eaux souterraines	160	4	78	78		
	Dessalement de l'eau de mer	2400				1200	1200
	Dessalement des eaux saumâtres	220		55	55	55	55
	Recharge artificielle des nappes	20	6	14			
	Collecte des eaux pluviales	40	4	10	10	8	8
	Réutilisation des eaux usées épurées	60		15	15	15	15
	Total	7885	630	1021	668	3478	2088
Actions environnementales	Dépollution domestique	1216	459	427,6	211,8	117,6	
	Dépollution industrielle	44	5	7	12	10	10
	Aménagement des bassins versants en amont des barrages	2304	345,6	460,8	460,8	460,8	576
	Total	3564	809,6	895,4	684,6	588,4	586
Actions sur la demande	Economie de l'eau	5662	1058	1783	1371	1035	415
Préservation et protection contre les inondations		3187	484,8	646,4	646,4	646,4	763
Maintenance des ouvrages et du réseau du mesure		90	12	16	18	20	24
Actions de communication, d'information et de vulgarisation		20		6	5	4	4
TOTAL		20408	2994,2	4368,2	3392,6	5773	3880

Le cadre législatif, notamment la loi 10-93, a permis de modifier la gestion de l'Eau et de l'Assainissement en assurant notamment le renforcement des autorités de Bassin. **Le Ministère de l'intérieur** appuie aussi les collectivités territoriales pour l'élaboration de Plan communaux de développement (PCD). Ces plans qui ont été élaborés par les 11 communes de la préfecture d'Oujda- Angad avec le concours de la coopération décentralisée (PNUD et UNICEF) comportent en global une cinquantaine de projets prioritaires d'AEP et d'assainissement à mettre en œuvre dans les 3 années à venir au niveau de ces communes.

L'intervention de **La Direction générale des collectivités locales** concerne entre autres :

- Programme d'approvisionnement Groupé en eau potable des populations rurales «PAGER » mené depuis 1995, qui vise à généraliser l'accès à l'eau des populations (au niveau de la préfecture Oujda-Angad cible 90 % en 2010 – 14 % en 1994 et 61% en 2004 et 92% en 2011). Ce programme financé par l'Etat, les collectivités locales et par les bénéficiaires (usagers) mobilise 1,2 Milliards de Dirhams par an.
- Programme national d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usés, qui vise à rattraper le retard dans le domaine de l'assainissement , à atteindre un taux raccordement de 80% et de diminuer la pollution de 60% en 2020 pour un coût de 43 MDH financé par les Collectivités locales, les Régies autonomes de Distribution d'Eau et d'Electricité, l'ONEE.
- Projet de programme national de rattrapage du déficit de la desserte en eau et assainissement des quartiers défavorisés périurbains qui est en cours de validation.

La coopération décentralisée régionale peut être divisée en 2 grandes catégories : la coopération qui intervient dans le cadre d'une convention entre 2 communes partenaires (ou autres collectivités territoriales) et les actions qui sont financées en dehors de ce type de partenariat (fonds de soutien avec appel à projet, ou participation directe et ponctuelle au financement d'un projet spécifique). Les coopérations décentralisées dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement au Région Oriental s'élèvent en moyenne à 1 125 000 euros par année. Les jumelages existants sont suivants :

- ✓ Région de l'Oriental/ Région Champagne Ardenne,
- ✓ Assemblée Préfectorale d'Oujda / Département de l'Isère,
- ✓ Figuig/ Seine St Denis,
- ✓ Oujda/ Aix en Provence,
- ✓ Oujda/ Lille,
- ✓ Oujda/ Molenbeek Saint Jean,
- ✓ Berkane/ Bondy,
- ✓ Jerada/ Forest,

- ✓ Saidia/ Aulnay sous bois,
- ✓ Ahfir/ Hérouville saint Clair,
- ✓ Nador/ Malines,
- ✓ Berkane/ Saint Gille

Le 14 Février 2013, au siège du Conseil Régional de l'Oriental, s'est tenue la réunion de l'Assemblée Générale constitutive de l'association «**Fondation de la Région de l'Oriental pour la Coopération Décentralisée dénommée FROCOD**», sous la présidence de M. Ali Belhaj, Président du Conseil Régional de l'Oriental, et en présence des membres du Conseil Régional, des représentants des assemblées provinciales et des communes territoriales de la région. La mise en place, par le Conseil Régional de l'Oriental, de cet instrument de coordination de la coopération décentralisée, est une initiative sans précédente au niveau national, elle ambitionne la convergence et l'harmonisation des intervenants dans la coopération décentralisée sur le territoire régionale, elle promeut la coopération décentralisée en tant qu'un outil fiable pour appuyer les efforts de la région dans son processus de développement durable. L'initiative d'institutionnalisation de la coopération décentralisée internationale répond parfaitement à l'esprit du nouveau processus de régionalisation avancée et aux dispositions de la nouvelle Constitution de 2011 du Royaume du Maroc. L'originalité de ce nouveau mécanisme de coordination repose sur la méthodologie du Programme ART GOLD du PNUD Maroc lancée depuis 2007 au niveau de deux régions pilotes (la Région de l'Oriental et la région de Tanger Tétouan) ainsi que sur les principes d'appropriation de la méthodologie de l'initiative Art. Plus d'une dizaine de réunions à dimension locale, régionale, ou nationale ont été organisées pour discuter, avec une approche participative, quels sont les structures de Gouvernance pour une meilleure coordination et harmonisation de l'action internationale. Les résultats de ses réunions ont donné naissance à un mécanisme novateur, émanant de la volonté du Conseil Régional de l'Oriental. En effet, les travaux de la commission chargée de la coopération internationale et de l'information du conseil Régional ont toujours débouchés sur la nécessité de mettre en place un système de gestion efficace des activités de la coopération décentralisée au niveau de la région et qui aura les capacités d'appuyer les collectivités territoriales (Préfecture/Provinces, commune urbaines et rurales) désireuses de s'ouvrir sur leurs homologues du Nord et du Sud.

La FROCOD est composée de trois collèges : i)- **électoral** : regroupant les collectivités territoriales de la région ayant des conventions de coopération décentralisée ; ii)- **Institutionnel** : regroupant les services déconcentrés de l'Etat, les agences de développement et les organisations de la Société Civile actifs dans le domaine de coopération décentralisée et internationale ; iii)- et **le collège des personnes qualifiées** constitué par toute personne physique ayant une expertise dans le domaine de la coopération décentralisée et pouvant appuyer l'épanouissement et le rôle de la Fondation.

Pour faire face à la multitude des intervenants dans le domaine de la coopération décentralisée internationale et pour éviter les redondances dans les actions, la FROCOD a eu comme statut juridique celui des associations, il lui confère une flexibilité et une souplesse dans la gestion financière des programmes et projets de coopération, comme il lui garantit son rôle de coordination et d'harmonisation.

Parmi les objectifs de la FROCOD, il est à noter :

- ✓ Soutenir le plan stratégique de développement de la région de l'Oriental et les plans communaux de développement ;

- ✓ Promouvoir la coopération décentralisée comme levier efficace de mobilisation des sources de financement pour les projets de développement ;
- ✓ Améliorer la coordination et le suivi continu des activités dans un cadre concerté entre les parties prenantes ;
- ✓ Adopter la coopération décentralisée comme outil permettant de nouer des liens de coopération et de partenariat entre les collectivités locale de la région de l'Oriental et leurs homologues à l'étranger ;
- ✓ Mettre en place un espace de rencontres et d'échange d'informations, à travers la création d'un centre de documentation et d'un site interactif de et vers les intervenants dans le domaine de la coopération décentralisée ;
- ✓ Dresser un inventaire des acteurs intervenant dans le domaine de la coopération décentralisée au niveau de la région de l'Oriental et des activités prévues ou en cours de réalisation ;
- ✓ Collecter et renforcer le capital d'information pour l'élaboration d'une carte de coopération décentralisée au niveau de la Région de l'Oriental ;
- ✓ Mettre en réseau les acteurs intervenant dans le domaine de la coopération décentralisée ;
- ✓ Mettre à disposition, des collectivités territoriales et des autorités centrales, régionales et locales, un outil d'aide à la prise de décision ;
- ✓ Assurer la réalisation administrative, technique et financière des activités et projets de coopération décentralisée et internationale ;
- ✓ Promouvoir la coopération Sud-Sud ;
- ✓ Identifier des objectifs communs et clairs à travers la mise en place de plans de travail concernant l'intervention de la coopération décentralisée internationale.

RECOMMANDATIONS D'ETUDE

Dans la Région Oriental, l'eau représente évidemment une ressource insuffisante en comparaison avec les besoins en progression rapide de ses provinces. L'appartenance de la région au domaine semi-aride et aride et la croissance soutenue de la demande en eau sont à l'origine de l'insuffisance des ressources disponibles. Par conséquent la région a placé la ressource en eau comme priorité stratégique, et a pris des mesures afin d'assurer sa protection et sa gestion.

Le Conseil Régional de l'Oriental vient d'élaborer son plan de développement régional (PDR). Une sorte de feuille de route met l'accent sur les points stratégiques à améliorer à court et moyen termes et surlignent le bien être du citoyen au centre de leur actions. Une, le programme d'alimentation en eau potable essentiellement dans le milieu rural tant marginalisé ou la population fait ses terres vers la ville à la quête de l'eau. L'autre est le programme de rénovation des vingt pourcent des réseaux d'adduction d'eau dans les communes urbaines afin de satisfaire les besoins qui augmentent en fonction de l'industrialisation et l'expansion touristique.

Dans le cadre du PDR un programme de gestion, dépollution et exploitation de la ressource en eau a été planifiée. Au niveau communal, les objectifs principaux régionaux et nationaux sont bien intégrés en matière de gestion et de protection d'eau dans leurs Plans Communaux de Développement (PCD).

En particulier, le PCD d'Oujda trace de grands projets structurant, visant essentiellement à l'amélioration du rendement du réseau de l'eau potable ainsi que la réhabilitation, le renforcement et l'extension du réseau d'assainissement liquide. Comme proposée sur le tableau ci-dessus, ces projets consistent à mettre en place la deuxième tranche du système de télégestion du réseau d'eau potable, la réalisation de la première tranche de la station d'épuration par lagunage aéré sur environ 40 ha d'une capacité de traitement de 40 000 m³, des études des APD et préparations des DAO et suivi des travaux de la tranche prioritaire d'AL de la ville, etc. La commune de Berkane dispose d'une couverture en eau potable assez bonne, avec un taux de raccordement de 98%. Par ailleurs, le réseau d'assainissement est insuffisant, surtout en période de fortes pluies. Ceci se répercute par des inondations. Ainsi, dans le PCD de Berkane, 2 million dhs été dédié à la construction d'ouvrage pour le drainage des eaux pluviales provenant des bassins versant entourant la ville. Le PCD de Taourirt précise que l'équipement des quartiers périphériques récemment introduits au périmètre urbain de la ville, sera sous la charge de l'ONEP et de la société d'Aloumran. Le problème du rejet des unités industrielles au réseau été aussi envisagé. Des mesures environnementales ont été prises également au niveau des communes de Beni, Ansar et Sidi Mellouk mais restent peu satisfaisante. La gestion déléguée du secteur d'assainissement liquide, qui sera pris en charge par l'ONEP, prendra en charge la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées pour une éventuelle réutilisation dans l'irrigation. De son côté la commune se chargera de l'acquisition de terrain pour la réalisation de la dite station. La commune de Beni Ansar vient de lancer le projet de reboisement des

bassins versants afin de lutter contre l'érosion du sol et le rétrécissement des sections des cours d'eau par les dépôts de charriage. Le nombre d'arbres prévu est d'environ 61 000. Le PCD de Jrada révèle une forte dégradation de l'environnement, engendrée par le creusement des puits artisanaux et le rejet des eaux usées dans l'Oued Aiguaya, aucune action n'a été programmée pour y faire face.

Pour compléter les grands projets dans le Région, cette étude a identifiée plusieurs fiches projets proposées comme un projet intégrée avec l'objectif principal de capacité building des institutions locales en matière de gestion des ressources hydriques et en particulier dans les domaines de l'alimentation en eau potable en milieu rural, de l'assainissement et de la protection des ressources en eau et de l'environnement. Ce projet a comme objectifs spécifiques de :

- Appuyer la généralisation de l'accès à l'eau et à l'assainissement notamment dans le milieu rural ;
- Accompagner la diffusion de l'économie de l'eau et la dynamique de valorisation des sous produits de l'Assainissement liquide et de réutilisation des eaux usées épurées dans l'agriculture.

REFERENCES DOCUMENTAIRES

- ✓ Portail du Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement :
<http://minenv.gov.ma/pna.html>
- ✓ Portail du département de l'Eau : <http://www.water.gov.ma/>
- ✓ Stratégie nationale de l'eau de Royaume de Maroc :
http://www.minenv.gov.ma/PDFs/EAU/strategie_eau.pdf
- ✓ PLAN DIRECTEUR D'AMENAGEMENT INTEGRE DES RESSOURCES EN EAU DU BASSIN DE LA MOULOUIYA :
https://fr.yousendit.com/dl?phi_action=app/orchestrateDownload&rurl=https%253A%252F%252Fwww.yousendit.com%252Ftransfer.php%253Faction%253Dbatch_download%2526send_id%253D2000917728%2526email%253D3ddc343649ead5539013b0a3f947e317&s=19104&cid=tx-02002207350200000000
- ✓ ETUDE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT RURAL DE LA REGION DE L'ORIENTAL ET DES CERCLES DE MISSOUR ET OUTAT EL HAJ - PROVINCE DE BOULEMANE :
<https://fr.yousendit.com/download/UVJqRFFWT005Rml1SE1UQw>